

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29652]

23 DECEMBRE 2013. — Décret modifiant le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, l'article 2 est complété par les points suivants :

« 15° Accord de coopération : l'accord de coopération du 13 décembre 2013 entre l'Etat fédéral, les Communautés, les Régions et les commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire;

16° TFUE : le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

17° Stratégie Europe 2020 : les cinq objectifs définis par le Conseil européen lors de sa réunion des 24 et 25 mars 2011, visant à stimuler une croissance qui soit intelligente, en investissant de façon plus efficace dans l'éducation, la recherche et l'innovation durable, en donnant la priorité à une économie à faibles émissions de carbone et à une industrie compétitive et inclusive, en mettant clairement l'accent sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté;

18° IWEPES : Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique créé par le décret wallon du 4 décembre 2003;

19° CESCF : Conseil Economique et Social de la Communauté française créé par le décret du 24 octobre 2008;

20° circonstances exceptionnelles : au sens de l'article 2, point 2 du règlement (CE) n° 1467/97 du Conseil du 7 juillet 1997 visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs, modifié par le règlement (UE) n° 1177/2011 du Conseil du 8 novembre 2011, des faits inhabituels indépendants de la volonté de la Communauté française et ayant des effets sensibles sur la situation financière des administrations publiques, ou à des périodes de grave récession économique telles que visées dans le pacte de stabilité et de croissance révisé, pour autant que l'écart temporaire de la Communauté française ne mette pas en péril sa soutenabilité budgétaire à moyen terme;

21° écart important : écart par rapport à l'objectif budgétaire à moyen terme ou par rapport à la trajectoire d'ajustement appropriée en vue de la réalisation de cet objectif, considéré comme important en application de critères nationaux et/ou en application de l'article 6, point 3 du règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil du 7 juillet 1997 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques, modifié par le règlement (UE) n° 1175/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;

22° coefficient de GINI : mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée, se basant sur la courbe de Lorenz. »

Art. 2. Dans le même décret, il est inséré un Titre XII libellé comme suit « Dispositions relatives aux objectifs budgétaires, sociaux, économiques et environnementaux »;

Art. 3. Dans le Titre XII introduit par l'article 2, sont insérés les articles suivants :

« Art. 76. En poursuivant les objectifs et obligations budgétaires visés à l'article 2 de l'accord de coopération, le Gouvernement veille également à atteindre les objectifs et à respecter les prescrits visés aux articles 8, 9, 11, 14, 106.2 et 153 du TFUE et de l'article 2 du Protocole (N° 26) sur les services d'Intérêt général annexé à celui-ci, ainsi que les objectifs sociaux et environnementaux que l'Union européenne s'est fixés dans sa Stratégie Europe 2020.

Le budget s'inscrit dans une convergence vers les objectifs sociaux, économiques, environnementaux et budgétaires visés à l'alinéa 1^{er}, en prenant en compte le calendrier proposé par la Commission européenne conformément aux règles du droit de l'Union européenne applicables.

Art. 77. L'IWEPES réalise, au moins une fois l'an, une évaluation rendue publique du respect des objectifs sociaux, économiques et environnementaux et des prescrits visés à l'alinéa 1^{er} de l'article 76.

Les partenaires sociaux, par la voix du CESCF, ont également la possibilité de formuler un avis à tout moment, à destination du Gouvernement.

Art. 78 § 1^{er}. Le budget peut s'écarter temporairement de l'objectif budgétaire visé à l'alinéa 1^{er} de l'article 76 en cas de circonstances exceptionnelles, pour autant que l'écart temporaire ne mette pas en péril la soutenabilité budgétaire de la Communauté française à long terme.

§ 2. Le Gouvernement adopte un mécanisme de correction conforme à l'accord de coopération, applicable en cas d'écart important constaté par la Section « Besoins de Financement » du Conseil supérieur des finances visée aux articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 3 avril 2006 relatif au Conseil supérieur des finances.

En cas de mise en œuvre du mécanisme de correction prévu à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement élabore un projet de plan de correction qui :

1° doit tendre vers l'objectif budgétaire en contribuant concomitamment à atteindre les objectifs sociaux, économiques et environnementaux, et à respecter les prescrits visés à l'alinéa 1^{er} de l'article 76;

2° s'appuie aussi bien sur un effort en recettes qu'en dépenses et peut, le cas échéant, immuniser certaines dépenses.

Le Gouvernement veille, en particulier, à préserver les missions de service public et la capacité d'investissement dans les outils qui favorisent le développement durable de la Communauté française. Le projet de plan de correction ne porte aucune atteinte à la compétence de la Communauté française de fournir, faire exécuter et organiser des services non économiques d'intérêt général.

§ 3. Chaque projet de plan de correction fait l'objet d'une évaluation ex ante des impacts sociaux, environnementaux et économiques par l'IWEPS et d'un avis préalable des partenaires sociaux réunis au sein du CESCO, selon les modalités fixées par le Gouvernement. Cette évaluation comprend notamment une analyse de l'impact redistributif des mesures projetées, notamment sur base du coefficient de GINI, et une analyse des effets de genre des dites mesures.

§ 4. Le projet de plan de correction, l'évaluation ex ante et l'avis des partenaires sociaux sont transmis au Parlement simultanément au dépôt du projet d'ajustement du budget de l'année en cours établi conformément à l'article 10, § 4.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le plan de correction fait l'objet d'une évaluation ex post par l'IWEPS sur les impacts évalués ex ante. Cette évaluation mentionne si les mesures prises pour atteindre l'objectif budgétaire annuel doivent être modifiées, en vue d'atteindre les objectifs et de respecter le prescrit des articles visés à l'alinéa 1^{er} de l'article 76.

Le Gouvernement communique l'évaluation visée à l'alinéa 2 au CESCO et au Parlement. »

Art. 4. Dans le même décret,

1° le Titre XII « Dispositions diverses, transitoires et finales » devient le Titre XIII;

2° les articles 76 à 81 deviennent les articles 79 à 84.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—————
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret n° 581-1.

Compte-rendu intégral. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 21 décembre 2013.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29652]

23 DECEMBER 2013. — **Decreet tot wijziging van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt artikel 2 aangevuld als volgt :

15° samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 29 november 2013 tussen de Federale Overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschapscommissies betreffende de uitvoering van artikel 3, § 1, van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie;

16° VWEU : Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

17° Europa-2020-strategie : de vijf doelstellingen die door de Europese Raad op zijn vergadering van 24 en 25 maart 2011 werden bepaald, die streven naar het stimuleren van een verstandige groei, door doeltreffender in onderwijs, onderzoek en duurzame innovatie te investeren, door voorrang te verlenen aan een economie met een zwakke uitstoot van broeikasgassen en aan een concurrerende en inclusieve industrie, waarbij duidelijk de nadruk wordt gelegd op de schepping van arbeidsplaatsen en de vermindering van armoede;

18° IWEPS : "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waalse Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek), opgericht bij het Waalse decreet van 4 december 2003;

19° CESCF : "Conseil Economique et Social de la Communauté Française (Sociaal-economische Raad van de Franse Gemeenschap), opgericht bij het decreet van 24 oktober 2008;

20° uitzonderlijke omstandigheden : in de zin van artikel 2, punt 2 van de verordening (EG) nr. 1467/97 van de Raad van 7 juli 1997 over de bespoediging en verduidelijking van de tenuitvoerlegging van de procedure bij buitensporige tekorten, gewijzigd bij de Verordening (EU) nr. 1177/2011 van de Raad van 8 november 2011, ongewone feiten die buiten de macht van de Franse Gemeenschap vallen en een aanzienlijk effect hebben op de financiële positie van de overheid, of perioden van ernstige economische neergang, zoals bedoeld in het herziene stabiliteits- en groeipact, voor zover het tijdelijke buitensporige tekort van de Franse Gemeenschap niet haar budgettaire haalbaarheid op middellange termijn in het gedrang brengt;

21° ernstige afwijking : afwijking van de middellangetermijndoelstelling voor de begroting of van het passende aanpassingstraject ter verwezenlijking ervan, die als ernstig wordt beschouwd met toepassing van de nationale criteria en/of met toepassing van artikel 6, punt 3, van de verordening (EG) nr. 1466/97 van de Raad van 7 juli 1997 over versterking van het toezicht op begrotingssituaties en het toezicht op en de coördinatie van het economisch beleid, gewijzigd bij de verordening (EU) nr. 1175/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 november 2011;

22° Gini-coëfficiënt : mate van ongelijkheid van de verdeling van de inkomens in een bepaalde samenleving, steunend op de Lorenz-curve."

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt een Titel XII ingevoegd, luidend als volgt "Bepalingen betreffende de budgettaire, sociale, economische en milieudoelstellingen".

Art. 3. In Titel XII, ingevoegd bij artikel 2, worden de volgende artikelen ingevoegd :

"Art. 76. Bij het nastreven van de begrotingsdoelstellingen en -verplichtingen bedoeld in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord, zorgt de Regering eveneens voor het bereiken van de doelstellingen en het inachtnemen van de voorschriften bedoeld in de artikelen 8, 9, 11, 14, 106.2 en 153 van het VWEU en artikel 2 van het Protocol (Nr. 26) betreffende de diensten van algemeen belang dat bij het verdrag gevoegd is, alsook de sociale en milieudoelstellingen die de Europese Unie in haar EU 2020-strategie heeft vastgesteld.

De begroting draagt bij tot het bereiken van de sociale, economische, milieu- en begrotingsdoelstellingen bedoeld in het eerste lid, door de kalender in acht te nemen die door de Europese Commissie wordt voorgesteld overeenkomstig de toepasselijke regels van het recht van de Europese Unie.

Art. 77. Het IWEPS voert, ten minste één keer per jaar, een bekend te maken evaluatie uit van de naleving van de sociale, economische en milieudoelstellingen en -voorschriften bedoeld in het eerste lid van artikel 76.

De sociale partners, bij monde van de Sociaal-economische Raad van de Franse Gemeenschap, kunnen ook te allen tijde een advies uitbrengen aan de Regering.

Art. 78 § 1. De begroting kan tijdelijk afwijken van de begrotingsdoelstelling bedoeld in het eerste lid van artikel 76 in uitzonderlijke omstandigheden, voor zover de tijdelijke afwijking niet de budgettaire haalbaarheid van de Franse Gemeenschap op lange termijn in het gedrang brengt.

§ 2. De Regering keurt een correctiestelsel goed dat het samenwerkingsakkoord in acht neemt, en dat toepasselijk is in geval van ernstige afwijking, vastgesteld door de "Afdeling Financieringsbehoeften van de overheid" van de Hoge Raad van Financiën bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 3 april 2006 betreffende de Hoge Raad van Financiën.

Als het in het eerste lid bepaalde correctiestelsel wordt toegepast, stelt de Regering een ontwerp van correctieplan op dat :

1° moet streven naar de begrotingsdoelstelling door gelijktijdig bij te dragen tot het bereiken van de sociale, economische en milieudoelstellingen, en tot de naleving van de voorschriften bedoeld in het eerste lid van artikel 76;

2° steunt zowel op een inspanning op het vlak van de ontvangsten als op het vlak van de uitgaven, en kan, in voorkomend geval, sommige uitgaven belastingvrij maken.

De Regering zorgt inzonderheid voor de uitoefening van de opdrachten van openbare dienst en voor het investeren in de instrumenten die de duurzame ontwikkeling van de Franse Gemeenschap in de hand kunnen werken. Het ontwerp van correctieplan doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap niet economische diensten van algemeen belang te leveren, te doen uitvoeren en te organiseren.

§ 3. Voor elk ontwerp van correctieplan wordt een evaluatie ex ante van de gevolgen op sociaal, milieu- en economisch vlak door het IWEPS uitgevoerd en wordt een voorafgaand advies van de sociale partners die binnen de Sociaal-economische Raad van de Franse Gemeenschap zetelen, ingewonnen, volgens door de Regering nader te bepalen regels. Die evaluatie bevat inzonderheid een analyse van de herverdelingsgevolgen van de ontworpen maatregelen, inzonderheid op grond van de Gini-coëfficiënt, en een analyse van de gendereffecten van die maatregelen.

§ 4. Het ontwerp van correctieplan, de evaluatie ex ante en het advies van de sociale partners worden aan het Parlement samen met het ontwerp van aanpassing van de begroting van het lopende jaar, dat overeenkomstig artikel 10, § 4 wordt opgemaakt, overgezonden.

Volgens door de Regering nader te bepalen regels, wordt voor het correctieplan een evaluatie ex post van de ex ante geëvalueerde gevolgen door het IWEPS uitgevoerd. Die evaluatie toont aan of de maatregelen die werden genomen om de jaarlijkse begrotingsdoelstelling te bereiken, moeten worden gewijzigd, om de doelstellingen te bereiken en de voorschriften van de in het eerste lid van artikel 76 bedoelde artikelen na te leven.

De Regering deelt de in het tweede lid bedoelde evaluatie aan de Sociaal-economische Raad van de Franse Gemeenschap en aan het Parlement mee."

Art. 4. In hetzelfde decreet,

1° wordt Titel XII "Diverse bepalingen en overgangs- en slotbepalingen" Titel XIII;

2° worden de artikelen 76 tot 81 de artikelen 79 tot 84.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 december 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2013 – 2014.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 581-1.

Integraal verslag. — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. Vergadering van 21 december 2013.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/32010]

11 JULI 2013. — Besluit 2012/715 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten en de instrumenten voor het beheer van de centralisatie van de thesaurieën van de Franse Gemeenschapscommissie en van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van 8 februari 2013 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie en van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, inzonderheid op het artikel 6;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding dat werd gegeven op 24 mei 2013 krachtens artikel 10 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding ;

Gelet op het advies 53.184/2 van de Raad van State, gegeven op 6 mei 2013, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten van de Raad van State van 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met de Begroting en van het Collegelid belast met de Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit uitvoeringsbesluit bij het decreet houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie en van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding regelt de aangelegenheden als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet en in uitvoering van artikel 4, 3° van de decreten van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/32010]

11 JUILLET 2013. — Arrêté 2012/715 réglant les modalités d'application et les outils de gestion de la centralisation des trésoreries de la Commission communautaire française et de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret du 8 février 2013 de la Commission communautaire française instituant une centralisation financière de la trésorerie de la Commission communautaire française et de l'Institut Bruxellois Francophone pour la Formation Professionnelle, notamment l'article 6;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut Bruxellois Francophone pour la Formation Professionnelle donné le 24 mai 2013 en vertu de l'article 10 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut Bruxellois Francophone pour la Formation Professionnelle;

Vu l'avis 53.184/2 du Conseil d'État, donné le 6 mai 2013, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège en charge du Budget et du Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté d'exécution du décret instituant une centralisation financière de la trésorerie de la Commission communautaire française et de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle règle les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution et en exécution de l'article 4, 3°, des décrets des 19 et 22 juillet 1993 'attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.